

# DROITS DEVANT :

## LEADERSHIP DU CANADA EN MATIÈRE DE FINANCEMENT LGBTI INTERNATIONAL

RECOMMANDATIONS POUR SOUTENIR LES COMMUNAUTÉS LGBTI À TRAVERS LE MONDE



GLOBAL  
PHILANTHROPY  
PROJECT



DIGNITY  
NETWORK  
CANADA

RÉSEAU  
DIGNITÉ  
CANADA



*Des représentant.es d'organisations financées par le Fonds Agir Ensemble pour l'Inclusion (AGIRI) à la table-ronde du Réseau Dignité Canada*

# SOMMAIRE

---

<b>Terminologie</b>	<b>3</b>
<b>Acronymes</b>	<b>3</b>
<b>À propos</b>	<b>4</b>
<b>Réseau Dignité Canada</b>	<b>4</b>
<b>Égides — Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités</b>	<b>4</b>
<b>Global Philanthropy Project</b>	<b>4</b>
<b>Méthodologie en bref</b>	<b>4</b>
<b>Résumé</b>	<b>5</b>
<b>Introduction</b>	<b>8</b>
<b>Contexte mondial</b>	<b>8</b>
<b>Coup d'œil dans le rétroviseur</b>	<b>10</b>
<b>Le Canada, l'un des plus grands donateurs à la cause LGBTI dans le monde</b>	<b>10</b>
<b>Où le Canada a-t-il alloué des financements ?</b>	<b>10</b>
<b>A qui le Canada a-t-il alloué des financements?</b>	<b>11</b>
<b>Qu'a financé le Canada?</b>	<b>11</b>
<b>Regard vers l'avenir</b>	<b>13</b>
<b>S'appuyer sur le succès du programme d'aide internationale (PAI) 2ELGBTQI+</b>	<b>13</b>
<b>Étendre les financements LGBTI par le Canada à au moins 20 millions CAD par an</b>	<b>15</b>
<b>Institutionnaliser les enjeux LGBTI au sein d'Affaires mondiales Canada</b>	<b>18</b>
<b>Conclusion : opportunité de leadership mondial pour le Canada dans les enjeux LGBTI</b>	<b>19</b>
<b>Endnotes</b>	<b>20</b>

## REMERCIEMENTS

---

Ce rapport a été rédigé par Aurore Guieu et Dave Scamell (Global Philanthropy Project), avec la contribution et la révision de Michaël Arnaud (Égides), Doug Kerr et Emmett Mark (Réseau Dignité Canada), Matthew Hart, Ezra Nepon, Jay Postic et Jennifer Redner (Global Philanthropy Project).

Conception graphique par Lauren Denitzio.

Ce rapport existe en français et en anglais.

## TERMINOLOGIE

---

Ce rapport utilise principalement l'acronyme LGBTI (personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes), car celui-ci est largement employé dans un contexte international. Il utilise l'acronyme 2ELGBTQI+ (personnes bispirituelles, lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes, ainsi que les personnes qui s'identifient comme appartenant à diverses communautés sexuelles et de genre) lorsqu'il fait référence à des documents de politique canadiens, car il s'agit de l'acronyme officiel utilisé par le gouvernement du Canada. Quelques références utilisent également l'acronyme SOGIESC (orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles).

Dans la présente publication, nous faisons référence aux mouvements « anti-genre » pour décrire les acteurs et actrices dont l'intention est de promouvoir un programme autoritaire et qui s'arment pour ce faire de faux arguments afin d'anéantir les droits humains et la démocratie. Nous plaçons ce terme entre guillemets métalinguistiques.

## ACRONYMES

---

**2ELGBTQI+** : personnes bispirituelles, lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes, ainsi que les personnes qui s'identifient comme appartenant à diverses communautés sexuelles et de genre

**AGIRI** : Fonds Agir Ensemble pour l'Inclusion

**CdP** : communauté de pratique

**ECS** : éducation complète à la sexualité

**OSC** : organisation de la société civile

**CSF** : Conférence sur le statut des femmes

**PAIF** : politique d'aide internationale féministe

**AMC** : Affaires mondiales Canada

**GBQ/HSB** : hommes gay, bisexuels ou queers/hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes

**GPP** : Global Philanthropy Project

**GRR** : Rapport sur les ressources mondiales

**PAI** : Programme d'aide internationale 2ELGBTQI+

**CIPD** : Conférence internationale sur la population et le développement

**LBQ** : femmes lesbiennes, bisexuelles et queers

**LGBTI** : personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes

**APD** : aide publique au développement

**VSFG** : violence sexuelle et fondée sur le genre

**SOGIESC** : orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles

**DSSR** : santé et droits sexuels et reproductifs

**ONU** : Organisation des Nations unies

**USAID** : Agence des États-Unis pour le développement international

### Réseau Dignité Canada

Le Réseau Dignité est un réseau constitué de plus de 60 organisations de la société civile à travers le Canada, qui s'engagent dans la défense des droits humains des personnes dans le monde, indépendamment de leur orientation sexuelle, de leur identité et expression de genre et de leurs caractéristiques sexuelles (SOGIESC). Nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement du Canada afin de faire avancer la politique étrangère canadienne et l'aide internationale au développement dans le cadre d'enjeux SOGIESC mondiaux. Réseau Dignité Canada joue également le rôle de plateforme canadienne pour la communication et le partage de connaissances entre les organisations sur les droits humains dans le domaine SOGIESC, en insistant particulièrement sur les perspectives des partenaires internationaux. Réseau Dignité Canada est un partenaire du Fonds Agir Ensemble pour l'Inclusion (AGIRI), à travers son organisation membre Equitas — Centre international d'éducation aux droits humains.

<https://dignitynetwork.ca/fr/>



### Égides — Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités

Égides est une organisation non gouvernementale internationale basée à Montréal, au Québec (Canada). Elle compte actuellement près de 210 organisations membres dans 33 pays et territoires du monde francophone. Égides et ses membres facilitent la rencontre et la mobilisation internationale des organisations et activistes LGBTI francophones, assurent leur accès à des ressources en français afin de renforcer leurs capacités et leurs actions et favorisent des financements adaptés aux enjeux, aux besoins et aux priorités des communautés LGBTI dans les espaces francophones.

<https://www.egides.org/>



### Global Philanthropy Project

Global Philanthropy Project (GPP) est un organisme de collaboration regroupant des subventionnaires et des conseillères et conseillers philanthropiques s'employant à renforcer les efforts philanthropiques à travers le monde dans le but de promouvoir les droits humains des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) dans les pays du Sud Global et de l'Est. Fondé en 2009, GPP est composé de 23 organisations membres, qui sont pour la plupart les principaux subventionnaires et conseillères et conseillers philanthropiques promouvant les droits des personnes LGBTI à travers le monde. En tant qu'association internationale de subventionnaires LGBTI, GPP est reconnu mondialement comme le principal leader d'opinion et partenaire incontournable en matière de coordination entre bailleurs de fonds dans le cadre d'activités LGBTI à travers le monde.

<https://globalphilanthropyproject.org/>



## MÉTHODOLOGIE EN BREF

Les informations relatives aux financements incluses dans ce rapport sont tirées du *Rapport sur les ressources mondiales 2021-2022 : Aides gouvernementales et philanthropiques aux communautés lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (GRR)*,<sup>1</sup> qui contient également une note de méthodologie complète.<sup>2</sup> Certains points clés sont néanmoins repris ici afin de faciliter la lecture précise des données.

- Les données du *Rapport sur les ressources mondiales* comprennent uniquement les subventions aux organisations ou programmes centrés sur un enjeu ou une population LGBTI. Dans certains cas, les donateurs qui financent plusieurs populations ont pu déterminer le pourcentage destiné aux communautés LGBTI dans une subvention plus importante.
- Le montant total des subventions, y compris des subventions pluriannuelles, est affecté à l'année où les subventions ont été accordées, et non à l'année où des versements de celles-ci.
- Les financements nationaux par les gouvernements ne sont pas repris dans les données. Les financements accordés par le gouvernement du Canada aux droits LGBTI au Canada même ne sont donc pas inclus.
- Les données présentées dans cette publication comprennent les financements octroyés à des fins de redistribution.
- Les chiffres du *Rapport sur les ressources mondiales* sont rapportés en dollars américains. Les montants en dollars canadiens sont indiqués dans la présente publication, sous forme soit des chiffres originaux rapportés dans le Rapport sur les ressources mondiales, soit de calculs basés sur le taux de change à mi-année.

## RÉSUMÉ

Des financements de qualité, inclusifs et durables sont essentiels pour le travail mené par les communautés LGBTI pour la défense des droits humains fondamentaux pour tou·tes. Un travail mené courageusement malgré de nombreux défis, parmi lesquels les attaques incessantes des forces « anti-genre », anti-droits et anti-démocratie.

Les gouvernements donateurs ont un rôle clé à jouer dans le soutien de ces efforts. Il existe des signes encourageants : le *Rapport sur les ressources mondiales 2021-2022* récemment publié fait état d'un montant sans précédent de 174,8 millions USD (220 millions CAD) de financements par les gouvernements donateurs et les agences multilatérales. Cependant, ces financements ne représentent qu'une partie des ressources mondiales, à savoir 19 % du total des financements LGBTI octroyés au cours de cette période, c'est-à-dire seulement 4 cents par 100 dollars d'aide publique au développement.

Dans ce paysage mondial des financements LGBTI, le Canada se classe en troisième position des gouvernements donateurs, avec 23 millions USD (29 millions CAD) octroyés en 2021-2022, soit une augmentation de 32 % par rapport à 2019-2020. Ces financements ont été octroyés sous forme de 91 subventions. Cette augmentation témoigne particulièrement de l'impact du Programme d'aide internationale (PAI) 2ELGBTQI+, lancé par le Canada en 2019, avec un engagement initial de 30 millions CAD.

Le *Rapport sur les ressources mondiales 2021-2022* a identifié des financements canadiens dans 47 pays, dont sept pays francophones. Dans neuf pays, le Canada a été à l'origine de la totalité des financements par un gouvernement donateur. La grande majorité (95 %) des financements octroyés par le Canada était centrée sur des populations LGBQ générales et seules quelques subventions concernaient des groupes spécifiques au sein des communautés LGBTI. Par rapport à 2019-2020, le Canada a financé davantage d'organisations centrées sur les enjeux LGBTI, bien que 79 % de ses financements soient allés à des organisations non-LGBTI en 2021-2022. Le Canada a par ailleurs diversifié les stratégies et les enjeux soutenus par ses financements.

Sur la base de cette analyse et du contexte actuel dans lequel les mouvements LGBTI opèrent, Dignity Network Canada, Égides et le Global Philanthropy Project (GPP) formulent dans le présent rapport des recommandations spécifiques à l'intention d'Affaires mondiales Canada, afin de renforcer l'engagement du Canada en faveur des droits LGBTI et sa position dans le paysage mondial des financements LGBTI.



Des membres du Conseil consultatif mondial du Réseau Dignité Canada avec Mélanie Joly, Ministre des Affaires Étrangères du Canada

## Recommandation 1 : S'appuyer sur le succès du Programme d'aide internationale (PAI)

La deuxième phase du PAI sera une pierre angulaire du soutien futur du Canada aux communautés LGBTI. Le PAI existant a eu un impact sur des mouvements dans le monde entier, que ce soit à travers des partenariats cruciaux entre la société civile LGBTI du Canada, d'une part, et du Sud Global, d'autre part (volet canadien), le financement de la réaction face à des défis mondiaux tels que la pandémie de COVID-19 (volet des partenariats internationaux) ou l'augmentation des ressources allouées aux organisations locales et nationales dans diverses régions recevant des financements insuffisants (volet géographique). Bien que le budget fédéral 2024 inclue des mesures bienvenues de renouvellement de l'engagement dans le PAI après 2025, les mécanismes en place peuvent être améliorés.

### Être leader dans le financement des OSC locales et nationales par le biais de mécanismes de financement à l'échelle régionale

Le volet géographique du PAI, accessible à tous les pays éligibles à l'APD dans toutes les régions du monde, est un mécanisme de financement unique parmi les gouvernements donateurs. Il offre au Canada une opportunité d'investir dans le développement de mécanismes régionaux de financement LGBTI. Les intermédiaires jouent un rôle toujours plus important dans le paysage des financements LGBTI, et les mécanismes régionaux menés par les communautés LGBTI détiennent une vaste connaissance des besoins des mouvements, ainsi qu'une expertise en matière de collaboration avec la société civile LGBTI locale et nationale.

### Investir dans le rôle de la société civile canadienne dans le soutien de l'avancement des droits humains LGBTI et du développement inclusif à travers le monde

La société civile LGBTI canadienne a joué un rôle majeur dans la genèse du PAI et est demeurée engagée dans la mise en œuvre du programme. L'évaluation du Fonds AGIRI et ses recommandations à venir fourniront une base afin de conceptualiser l'avenir de cet engagement. Ce travail peut également

être lié au développement d'une section forte consacrée aux enjeux internationaux dans le plan d'action 2ELGBTQI+ gouvernemental fédéral du Canada, afin de donner corps à un plan général relatif aux enjeux SOGIESC pour Affaires mondiales Canada.

### Préserver la capacité à fournir des subventions stratégiques mondiales qui font avancer les objectifs généraux du PAI

Préserver la capacité à fournir des subventions afin d'alimenter le travail des mouvements LGBTI sur les enjeux mondiaux, comme c'était le cas dans le cadre du volet des partenariats internationaux, restera important durant la deuxième phase du PAI. Ce travail complet et soutient d'autres actions menées aux niveaux local, national et régional. Les changements potentiels des priorités et capacités de financement au sein d'autres gouvernements donateurs rendent ce besoin plus pressant.



Daniño Manzano de Dialogo Diverso discute l'impact de l'assistance internationale canadienne lors d'un panel avec la Secrétaire Parlementaire pour le Développement International Anita Vandenberg

## Recommandation 2 : Étendre les financements LGBTI par le Canada à au moins 20 millions CAD par an

Le PAI, bien qu'il soit un élément essentiel des financements LGBTI par le Canada dans le monde, n'est pas la seule voie. L'approche « à double voie », qui associe efforts d'intégration et efforts spécifiques, est de plus en plus reconnue dans le paysage LGBTI, y compris par les autres gouvernements donateurs. Le Canada peut témoigner d'un leadership mondial grâce à la fois au financement complet du PAI et à l'intégration des financements des organisations LGBTI dans le cadre de ses priorités clés d'aide internationale.

### Accorder la priorité aux organisations LBQ, trans et intersexes en tant qu'intervenantes clés lors d'attaques « anti-genre » et anti-droits

L'agenda « anti-genre », anti-droits et anti-démocratie utilise les corps et les vies des personnes LGBTI, en particulier des personnes transgenres, pour alimenter une « panique morale » et créer un soutien pour une politique autoritaire. Les ressources des organisations œuvrant contre les droits LGBTI dépassent de loin les investissements dans la réponse au mouvement « anti-genre ». Il est essentiel que les financements soient adaptés aux besoins spécifiques des communautés LGBTI et de comprendre que celles-ci ne sont pas des

entités homogènes. Il convient, en particulier, de reconnaître les défis spécifiques posés par les forces conservatrices et par l'application de normes de genre strictes aux vies des personnes transgenres, des personnes intersexes et des femmes lesbiennes/bisexuelles/queers.

### Prendre en charge les besoins des personnes LGBTI en matière de DSSR

Le Canada est engagé de longue date en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Cependant, les documents stratégiques et opérationnels tels que le plan ministériel 2023-2024 d'AMC tendent uniquement à inclure « les femmes et les filles » dans les sections consacrées aux DSSR. Séparer les DSSR et les questions LGBTI revient à ignorer la réalité des personnes et des communautés LGBTI. Comme les besoins des personnes LGBTI en matière de DSSR sont spécifiques, une programmation DSSR inclusive ne suffit pas, et le Canada peut s'appuyer sur quelques financements LGBTI existants dans le domaine des DSSR.

### Allouer des ressources aux besoins humanitaires des communautés LGBTI

Les besoins spécifiques des personnes et communautés LGBTI lors de crises sont de

mieux en mieux documentés. Néanmoins, après une catastrophe, le cadre existant pour l'aide humanitaire et sa mise en pratique, au mieux, ignorent les personnes LGBTI et, au pire, les discriminent explicitement. Le Canada, bien qu'étant l'un des dix plus grands fournisseurs d'aide humanitaire, n'a consacré qu'une partie marginale de ses financements LGBTI dans le monde à l'action humanitaire en 2021-2022.

### Accorder la priorité aux enjeux LGBTI locaux dans le Fonds canadien d'initiatives locales

Le FCIL a été une pièce maîtresse du financement LGBTI par le Canada dans le monde en 2021-2022. 12 % des financements, soit 71 subventions, ont ainsi été alloués par les ambassades en vertu de ce programme. Bien que le FCIL inclue les enjeux LGBTI de manière explicite, les appels à projet utilisent généralement un langage peu spécifique dans le cadre de nombreuses priorités. Alors que le Canada a augmenté ses financements des enjeux LGBTI par le biais du FCIL au cours des dernières années, un focus plus explicite pourrait être fait sur les enjeux LGBTI afin de toucher les organisations LGBTI locales et nationales et de soutenir leur travail.

## Recommandation 3 : Institutionnaliser les enjeux LGBTI au sein d'Affaires mondiales Canada

### Élaborer une stratégie LGBTI spécifique et une unité centrale afin de guider les investissements du Canada dans les enjeux LGBTI mondiaux

Alors que le PAI du Canada a démontré sa position de leader au cours des cinq dernières années, d'autres gouvernements donateurs ont défini de manière plus explicite leur engagement à fournir des ressources au mouvement LGBTI à travers le monde, grâce à des stratégies LGBTI ou des documents de politique spécifiques. Le Canada peut s'inspirer d'exemples aux États-Unis, en Australie ou en Allemagne. L'expérience de GPP en matière d'engagement des gouvernements donateurs concernant leur financement LGBTI international et l'élaboration de leur politique montre qu'une stratégie LGBTI spécifique, supervisée par une unité centralisée disposant de compétences et d'une expertise en matière d'enjeux LGBTI, garantit que le financement est géré de manière stratégique et cohérente, a un impact optimal et atteint efficacement les groupes trop peu desservis. Des efforts en faveur d'un cadre plus large sur

les droits humains LGBTI dans le monde, dérivé du plan d'action fédéral 2ELGBTQI+ du Canada, peuvent y être liés.

### Renforcer l'inclusion LGBTI dans la politique d'aide internationale féministe (PAIF)

La politique d'aide internationale féministe, bien qu'elle soit un pilier de la coopération internationale du Canada, ne contient pas pour l'instant de termes LGBTI et/ou SOGIESC spécifiques. Le Canada peut s'appuyer sur des éléments existants de la PAIF afin de mieux inclure les personnes et les mouvements LGBTI, notamment le soutien des organisations locales (priorisé dans le domaine d'action principal) et la santé et les droits sexuels et reproductifs (priorisés dans le domaine de la dignité humaine), et s'inspirer de l'expérience d'autres gouvernements donateurs.

Les recommandations présentées dans le présent rapport visent à soutenir le Canada afin de renforcer son engagement en faveur, à la fois, d'une augmentation des financements LGBTI dans le monde et de financements plus

inclusifs et adaptés à la réalité documentée des personnes et communautés LGBTI.

Les mouvements LGBTI réalisent un travail essentiel tout en faisant preuve au quotidien d'une résilience sans égale, là où tous les autres systèmes ne parviennent pas à protéger et à promouvoir nos droits. Ils ne peuvent pas et ne doivent pas accomplir ce travail seuls.

2024 offrira une excellente opportunité au Canada de réaffirmer son rôle de subventionnaire mondial progressiste. Le tout premier Sommet du Financement LGBTI International réunira en effet, en novembre 2024 au Cap, 200 des principaux subventionnaires du monde entier, qui se sont engagés en faveur de l'égalité et du développement inclusif pour les communautés LGBTI. Dignity Network Canada, Égides et Global Philanthropy Project (GPP) sont heureux de collaborer avec Affaires mondiales Canada au cours des prochains mois afin de contribuer à un nouvel engagement qui servira véritablement les communautés LGBTI du monde entier.

## INTRODUCTION

Ce rapport analyse l'état actuel des financements LGBTI à travers le monde par le gouvernement du Canada. Le Canada étant l'un des principaux gouvernements donateurs finançant le travail en faveur des communautés LGBTI à travers le monde, il peut jouer un rôle essentiel afin de garantir que les droits LGBTI soient davantage protégés et promus au cours des années à venir.

Alors que le Canada continue à célébrer les Fiertés tout au long de l'été 2024, Réseau Dignité Canada, Égides et Global Philanthropy Project (GPP) présentons nos recommandations en vue de la poursuite de son ambitieux leadership dans le paysage mondial des financements LGBTI.

Ce rapport, basé sur le contexte mondial actuel et les dialogues existants entre Affaires mondiales Canada, la société civile et la philanthropie, présente un tableau détaillé et nuancé des financements existants, avant d'explorer les voies par lesquelles ce soutien pourrait être renforcé à l'avenir. Il s'intéresse plus particulièrement à la manière dont le Canada peut simultanément s'appuyer sur le succès de son programme d'aide internationale (PAI) 2ELGBTQI+ et étendre son soutien aux communautés LGBTI du monde entier au-delà de ce programme.

## CONTEXTE MONDIAL

La deuxième phase du PAI arrive à un moment où il existe un besoin pressant de répondre à une multitude de défis mondiaux. Les forces rassemblées autour d'un programme « anti-genre », anti-droits et anti-démocratie ne montrent aucun signe de faiblesse. Au cours des douze derniers mois, les mouvements LGBTI ont été témoins de nouvelles législations criminalisant leurs droits au Ghana, en Ouganda et au Kirghizstan, de violences publiques en Ouganda, au Sénégal, au Cameroun et en Éthiopie, et de menaces et d'attaques contre les événements des Fiertés en Géorgie, aux États-Unis, en Autriche et au Canada.

Actuellement, il y a encore dans le monde au moins :

- 60 pays qui criminalisent les rapports sexuels consentis entre personnes du même sexe ;
- 59 pays qui disposent de lois qui restreignent la liberté d'expression sur les enjeux LGBTI ;
- 75 pays qui n'offrent pas la possibilité aux personnes transgenres de modifier leur

marqueur de genre afin de l'aligner sur leur identité.<sup>3</sup>

Le langage des droits humains est insidieusement manipulé afin de saper les droits LGBTI et la justice de genre. Les forums multilatéraux internationaux dédiés aux droits humains, tels que la Conférence sur le statut des femmes (CSF), sont exploités par un ensemble bien coordonné d'actrices et d'acteurs qui s'efforcent d'utiliser les vies des personnes LGBTI pour attaquer la démocratie et l'Etat de droit.

Comme les attaques contre les droits humains fondamentaux des personnes et communautés LGBTI sont de plus en plus connectées et organisées, la réponse doit être calibrée en fonction. Il est essentiel, pour l'efficacité de cette réponse, que le lien entre les droits LGBTI, la démocratie et l'espace civique soit reconnu et pris en compte dans les stratégies de financement.

Une recherche menée par GPP montre que bien que les pays autocratiques soient plus susceptibles de criminaliser les relations sexuelles entre personnes du même sexe, de

refuser la possibilité de modifier les marqueurs de genre ou d'autoriser les interventions chirurgicales sur les mineurs intersexes, ils reçoivent un financement égal à moins de la moitié du montant du financement LGBTI par tête dans le monde, par rapport aux pays démocratiques.<sup>4</sup>

Les gouvernements donateurs ont un rôle clé à jouer dans le soutien de ces efforts. Le dernier *Rapport sur les ressources mondiales* biennal fait état de signes encourageants montrant que ce rôle est de plus en plus reconnu, avec un financement total par les gouvernements donateurs et les agences multilatérales de 174,8 millions USD (22 millions CAD) en 2021-2022.<sup>5</sup>

Cependant, il est important de voir au-delà de ce chiffre. Premièrement, il ne représente que 19 % de l'ensemble des financements identifiés pour la période (905 millions USD - 1,1 milliard CAD). Sur les treize gouvernements donateurs mentionnés dans cette édition du *Rapport sur les ressources mondiales*, quatre ont rapporté des engagements de financement plus faibles qu'en 2019-2020. Les gouvernements donateurs ne consacrent



*Le Conseil consultatif mondial et le staff de Réseau Dignité Canada à la table-ronde avec Affaires mondiales Canada*

collectivement que 0,04 % de leur aide publique au développement (APD) au financement LGBTI dans le monde (c'est-à-dire 4 cents par 100 dollars d'APD) — une part qui n'a pas évolué depuis 2013. Enfin, aucun gouvernement dans le monde n'alloue actuellement plus de 0,5 % de son APD à des actions centrées sur les communautés LGBTI.

Une croissance est donc possible. Ces dernières années ont montré que le leadership de gouvernements donateurs majeurs est essentiel pour faire augmenter le financement de manière qu'il puisse permettre de prendre efficacement en charge les besoins croissants des communautés LGBTI à travers le monde. Les trois principaux gouvernements donateurs — le troisième étant le Canada, derrière les Pays-Bas et les États-Unis — représentent 65 % du financement total par les gouvernements donateurs et les agences multilatérales en 2021-2022. Ce chiffre montre le rôle critique des engagements ambitieux par quelques gouvernements, mais aussi la fragilité du financement gouvernemental actuel. Dans ce contexte, si l'un des principaux gouvernements donateurs réduisait sa contribution aux mouvements LGBTI, l'effet serait intense.

2024 est une année clé. Environ la moitié des personnes dans le monde — le plus grand nombre d'électeurs et électrices de l'Histoire

— ont voté ou voteront lors d'élections nationales, dans 64 pays, sur pratiquement tous les continents.<sup>6</sup> Malheureusement, les résultats des élections récentes ont donné un triste aperçu de ce que le futur pourrait nous réserver. Les Pays-Bas, le plus grand gouvernement donateur recensé pour le financement LGBTI international, sera gouverné par une coalition incluant un parti d'extrême-droite, détenant, entre autres, le portefeuille du ministère de la Coopération au développement. La coalition a déjà annoncé une coupe atteignant jusqu'à deux tiers du budget de la coopération au développement au cours des années à venir.<sup>7</sup>

Au-delà des élections, les chiffres de l'aide publique au développement indiquent une tendance en faveur de diminutions plutôt que d'augmentations. En février, la France a annoncé une coupe de 742 millions EUR (1,08 milliard CAD) dans son budget de l'aide internationale<sup>8</sup> et le ministre allemand des Finances a proposé de nouvelles réductions dans le budget du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement.<sup>9</sup> Ces coupes budgétaires sont avancées malgré leur contradiction avec les engagements existants, qu'ils soient coulés dans des lois votées (France) ou dans des accords de coalition (Allemagne).

Pendant ce temps, le monde assiste à des conflits régionaux en expansion et à des crises prolongées, dans lesquels les populations vulnérables subissent davantage les conséquences de la crise climatique et de l'interruption de services essentiels déjà soumis à rude épreuve. Dans toutes les situations d'urgence humanitaire et tous les contextes politiques complexes en mutation, les droits LGBTI sont particulièrement menacés, avec une augmentation prouvée de la discrimination, du harcèlement et de la violence.<sup>10</sup>

Les communautés LGBTI s'organisent afin de réagir. Une infrastructure de financement existe au sein des mouvements LGBTI — en particulier des subventionnaires régionaux, dirigés par la communauté, et pour certains participatifs — et est prête à transférer des fonds aux leaders des mouvements et aux organisations en première ligne.

**Compte tenu de cet environnement de plus en plus exigeant, le Canada est devenu un leader mondial véritablement important dans le soutien des droits humains de nos communautés. Étant donné les réactions hostiles actuelles et le contexte géopolitique incertain, le moment est venu d'intensifier, de consolider et d'augmenter ce soutien.**

## COUP D'ŒIL DANS LE RÉTROVISEUR

### Le Canada, l'un des plus grands donateurs à la cause LGBTI dans le monde

Selon les données auto-rapportées dans le *Rapport sur les ressources mondiales* récemment publié, le Canada<sup>11</sup> a fourni 23 millions USD (29 millions CAD) de financements LGBTI internationaux en 2021-2022. Cela place le Canada au troisième rang des gouvernements donateurs en termes absolus et représente une augmentation par rapport à la période précédente, où 17,5 millions USD (23,7 millions CAD) avaient été investis.

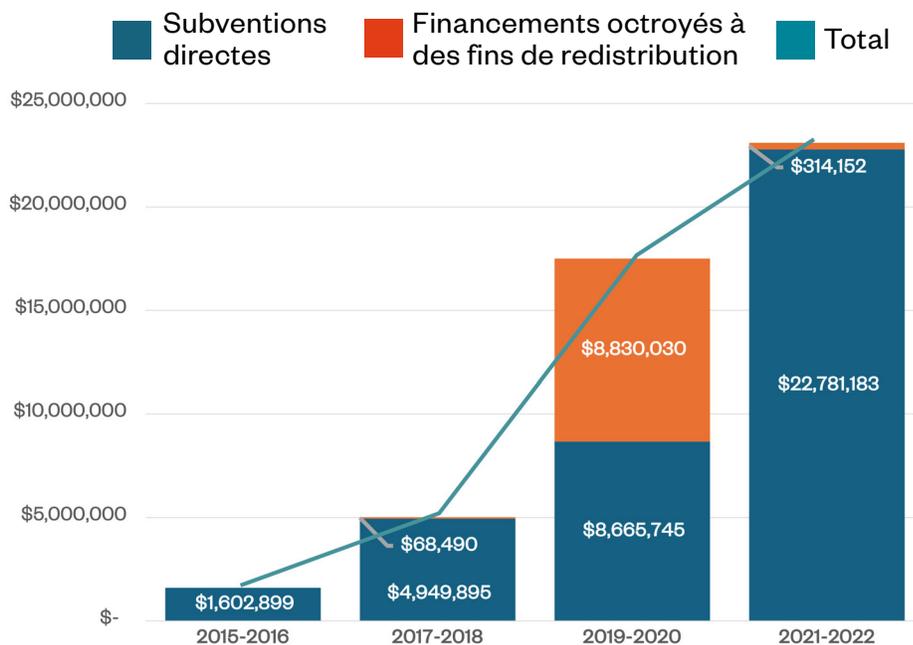
Les financements documentés par le gouvernement canadien se sont traduits par un total de 91 subventions, soit le nombre le plus élevé de subventions jamais rapporté par le Canada dans le cadre du *Rapport sur les ressources mondiales* (+62,5 % par rapport à 2019-2020). Le montant moyen des subventions octroyées par le gouvernement du Canada durant cette période était de 230 953 USD (322 475 CAD), soit une légère diminution par rapport à 2019-2020, où ce montant moyen était de 286 816 USD (422 895 CAD). Le montant moyen des subventions allouées au niveau des ambassades a cependant augmenté de manière substantielle, passant de 19 402 USD (25 402 CAD) en 2019-2020 à 39 665 USD (50 115 CAD) en 2021-2022 (+104 %).

En 2021-2022, le Canada n'a affecté que 0,167 % de son APD aux financements LGBTI dans le monde. Cela représente une diminution par rapport à la période précédente (0,178 % en 2019-2020). En 2021-2022, le Canada se classait en troisième position des gouvernements donateurs en termes de part de l'APD allouée aux financements LGBTI dans le monde.

### Où le Canada a-t-il alloué des financements ?

Avant d'identifier les régions principales recevant un financement canadien, il est important de rappeler que le gouvernement du Canada, comme de nombreux autres gouvernements donateurs, a déclaré une part significative de ses financements sans les attribuer à un pays en particulier. En 2021-2022, plus de la moitié (59 %) des subventions octroyées par le gouvernement canadien ont été classées comme portant sur plusieurs

## Financements LGBTI par le Canada dans le monde en 2015-2022 (USD)



RÉGION DU MONDE <sup>39</sup>	CLASSEMENT DU CANADA (TOUS LES DONATEURS)	CLASSEMENT DU CANADA
Asie Pacifique	#1	#1
Amérique Latine et Caraïbes	#5	#2
Afrique Subsaharienne	#9	#3
Europe de l'Est, Asie Centrale et Russie	#34	#5
Moyen Orient et Afrique du Nord	#34	#7
International/Multirégional	#5	#3

pays, tandis que 5 % des subventions ne mentionnaient pas le pays de destination<sup>12</sup>.

En 2021-2022, le gouvernement du Canada était le plus grand donateur en termes de montants dans la région Asie-Pacifique, tous donateurs confondus. Il était le cinquième principal donateur en Amérique latine et Caraïbes et le neuvième en Afrique Subsaharienne.

En Asie-Pacifique, le financement canadien s'est concentré sur l'Asie du Sud (le Canada se classant premier donateur dans cette sous-région), suivie par l'Asie du Sud-Est (troisième donateur). En Afrique Subsaharienne, le Canada a été un donateur particulièrement important en Afrique Centrale et de l'Ouest (respectivement deuxième et quatrième donateur, tous donateurs confondus, dans ces deux sous-régions).

En 2021-2022, le Canada a financé des enjeux

LGBTI dans 47 pays, dont sept francophones.<sup>13</sup> Dans ces derniers pays, les financements par le Canada ont représenté 52 % des financements par des gouvernements donateurs et 13 % du total des financements disponibles. Dans l'ensemble, les financements octroyés à des pays francophones ont représenté 9 % des financements LGBTI internationaux du Canada. Cela représente une augmentation par rapport à 2019-2020, lorsque le Canada n'avait consacré que 2 % de ses financements à des pays francophones.<sup>14</sup> Cependant, en 2021-2022, la quasi-totalité des financements octroyés par le Canada à des pays francophones était allouée à un seul pays, si bien que ces ressources n'étaient pas distribuées largement dans la Francophonie.

Le Canada représente la totalité, soit 100 %, des financements par des gouvernements

donateurs dans 9 pays à travers le monde. Dans 20 pays, le Canada représente plus de 50 % des financements octroyés par des gouvernements donateurs en 2021–2022. Enfin, le Canada représente plus de 50 % du total des financements identifiés dans quatre pays, tous donateurs confondus (gouvernement, agences multilatérales, fondations). Ces chiffres montrent l'importance de l'engagement du Canada en faveur des communautés LGBTI dans ces pays.

## A qui le Canada a-t-il alloué des financements?

### Organisations

Lorsque nous examinons la part des financements octroyée à des bénéficiaires LGBTI, le Canada finance de plus en plus d'organisations LGBTI, bien qu'une grande majorité de ses financements aille à des organisations ayant un objet plus large (organisations non-LGBTI).<sup>16</sup> En 2019–2020, 91 % des financements octroyés par le gouvernement du Canada ont été alloués à des organisations non LGBTI. En 2021–2022, 79 % des financements sont allés à des

organisations non-LGBTI.<sup>16</sup>

Cette diminution de 91 % à 79 % ne signifie pas que moins de subventions ont été octroyées à des organisations non LGBTI en 2021–2022. Le nombre de subventions allouées à ces organisations a en fait doublé au cours de cette période (de 23 à 48) et le financement total octroyé à des organisations non LGBTI a augmenté de 15 %. La diminution proportionnelle doit donc être appréhendée dans le contexte d'une augmentation générale des financements canadiens et du nombre total de subventions LGBTI allouées.

Les organisations LGBTI généralistes ont reçu 12 % de l'ensemble des financements canadiens, contre 7 % seulement en 2019–2020. Le montant total des financements qu'elles ont reçus a plus que doublé (+135 %) et le nombre de subventions a légèrement augmenté (35 contre 30).

Les 9 % de financements restants ont été octroyés à des organisations axées sur une sous-population LGBTI spécifique. Sur ces 9 %, 8 % ont été attribués à des organisations axées sur les hommes gay/bisexuels/queers et moins de

1 % à des organisations axées sur les personnes transgenres ou intersexes. Aucun financement n'a été octroyé à des organisations axées sur les femmes lesbiennes/bisexuelles/queers.

### Populations

En 2021–2022, la grande majorité des financements canadiens (95 %) était axée sur les populations LGBQ générales. Sur les financements restants, 4 % étaient spécifiquement centrés sur les personnes trans (en tant que groupe dans leur ensemble ou, plus rarement, sur les femmes trans ou les hommes trans), 1 % sur les femmes LBQ et 0,1 % sur les personnes intersexes.

Compte tenu des financements axés sur d'autres sous-populations au sein des communautés LGBTI, 12 % des financements canadiens étaient axés sur les enfants et les jeunes et 2 % sur les migrant-es, les réfugié-es et les demandeur-euses d'asile. 1 % a été consacré au financement du travail destiné aux survivant-es de violences. Moins de 1 % était explicitement centré sur des populations autochtones. Aucune subvention LGBTI n'était destinée spécifiquement aux travailleur-euses du sexe.

## Qu'a financé le Canada?

En 2021–2022, le Canada a diversifié les stratégies soutenues par ses financements. En 2019–2020, le plaidoyer représentait 99,1 % des financements canadiens. Le 0,9 % restant est allé à quelques subventions de services directs et à une subvention de renforcement des capacités et de formation.

En 2021–2022, les financements canadiens ont été répartis entre six stratégies différentes.

STRATÉGIE	% DU FINANCEMENT CANADIEN TOTAL	NOMBRE DE SUBVENTIONS
<b>Plaidoyer (plaidoyer, organisation communautaire, litiges)</b>	57.6%	57
<b>Service direct (service direct, déplacement/évacuation, soutien aux victimes)</b>	22.5%	20
<b>Renforcement des capacités et Formation (développement du leadership, renforcement des capacités organisationnelles, formation/assistance technique)</b>	8.5%	7
<b>Philanthropie et Levée de fonds (financement intermédiaire, plaidoyer philanthropique)</b>	7.5%	1
<b>Recherche</b>	3.6%	3
<b>Culture et Médias (culture, médias digitaux/services en ligne, film/vidéo/radio)</b>	0.3%	3
<b>TOTAL</b>	100%	91

Cette diversification des financements LGBTI internationaux par le Canada est également visible dans l'étude des enjeux. En 2019–2020, 97 % du travail financé tournait autour de l'enjeu des droits humains LGBTI en général. Cela a changé en 2021–2022. Le travail sur les droits humains LGBTI a toujours bénéficié de la plus grosse part des financements, mais celle-ci s'est plafonnée à 85 %. La majeure partie de ces financements de l'enjeu des droits humains est allée à la santé et aux droits sexuels et reproductifs plutôt qu'aux droits humains en général.<sup>17</sup>

À nouveau, cette diminution proportionnelle doit être appréhendée en gardant à l'esprit l'augmentation globale du nombre de subventions octroyées par le gouvernement du Canada en 2021–2022, par rapport à 2019–2020. En effet, le nombre de subventions axées sur les droits humains est passé de 42 à 55 entre les deux périodes.

En 2021–2022, le Canada a financé sept enjeux :

ENJEU	% DU FINANCEMENT CANADIEN TOTAL	NOMBRE DE SUBVENTIONS
<b>Droits humains (droits humains LGBTI généraux, décriminalisation, droits liés à l'identité de genre, mariage/unions civiles, enjeux migratoires et liés aux réfugié-es, DSSR)</b>	84.9%	55
<b>Inclusion économique</b>	9.4%	10
<b>Confronter les discriminations et violences (anti-violence, confronter l'homophobie, la biphobie, la transphobie et l'interphobie)</b>	4.2%	11
<b>Santé et bien-être</b>	1%	7
<b>Renforcer les communautés, les familles et la visibilité</b>	0.2%	3
<b>Education/Ecoles sûres</b>	0.2%	2
<b>Réponse humanitaire</b>	0.1%	3
<b>TOTAL</b>	100%	91



Anita Vandenbeld, Secrétaire Parlementaire du Ministre du Développement International, avec des activistes présent.es à la Table-Ronde Dignité à Ottawa, Mai 2024

Cette section présente les recommandations conjointes de Réseau Dignité Canada, d'Égides et du Global Philanthropy Project (GPP) à l'intention du Canada en tant que gouvernement donateur clé dans le paysage mondial des financements LGBTI.

### S'appuyer sur le succès du programme d'aide internationale (PAI) 2ELGBTQI+

L'augmentation du financement des enjeux LGBTI par le gouvernement canadien ces dernières années, en particulier par le biais du PAI, a eu des répercussions sur les mouvements LGBTI à travers le monde. À travers le Fonds Agir Ensemble pour l'Inclusion (AGIRI), le Canada a soutenu des partenariats essentiels entre la société civile LGBTI du Canada et du Sud Global, mais a aussi répondu à des enjeux mondiaux clés ayant un impact sur les communautés LGBTI, tels que le COVID-19, par le biais du volet Partenariats internationaux.

Le Canada a augmenté les ressources destinées aux organisations LGBTI nationales et locales dans certaines régions sous-financées, telles que l'Asie du Sud-Est et l'Amérique centrale, par le biais du volet géographique. Affaires mondiales Canada (AMC) a établi la communauté de pratique (CdP), qui étaye et connecte tous les volets de financement, avec Réseau Dignité Canada dans un rôle de courtier de connaissances. La CdP facilite l'engagement auprès de la société civile au Canada et à l'international, et permet aux équipes du personnel d'AMC de remplir une fonction de coordination et d'apprentissage.

Alors que le Canada entame la deuxième phase du PAI, l'engagement du gouvernement à fournir au moins 10 millions CAD de financement annuel par le biais du programme doit être entièrement inscrit au budget de l'AMC. Une deuxième phase du PAI disposant d'un budget complet au cours des cinq prochaines années peut tirer parti du succès des cinq premières années de l'engagement du Canada en matière de financement LGBTI dans le monde de différentes façons :

### Être leader dans le financement des OSC locales et nationales par le biais de mécanismes de financement à l'échelle régionale

Les intermédiaires LGBTI régionaux du financement<sup>18</sup> sont un mécanisme important pour que les grandes institutions subventionnaires comme Affaires mondiales Canada puissent atteindre les OSC nationales et locales essentielles pour faire avancer les droits humains au niveau d'un pays. Les avantages d'une collaboration avec des intermédiaires régionaux sont notamment les suivants :

- De nombreux subventionnaires intermédiaires sont mieux positionnés pour octroyer des subventions à des institutions plus petites et/ou communautaires, en raison de leur expertise régionale, liée à une population ou à un enjeu.
- De nombreux subventionnaires intermédiaires peuvent réagir rapidement, identifier les besoins et octroyer de nombreuses subventions modestes qui ne seraient pas gérables pour des fondations privées, des gouvernements ou des agences multilatérales conçues pour verser des subventions beaucoup plus importantes et soumises à une charge de rapportage élevée.
  - Pour que cela soit vrai, les exigences de déclaration doivent être adaptées de manière à ne pas être simplement reproduites au niveau intermédiaire et à celui du bénéficiaire. Il est également nécessaire que les subventionnaires améliorent leur tolérance au risque afin de tenir compte des contextes instables et sans cesse changeants dans lesquels les mouvements LGBTI opèrent souvent.
- Les subventionnaires intermédiaires jouent un rôle de tampon entre les plus petits bénéficiaires et les plus grands subventionnaires, en assumant les exigences de déclaration et en navigant la gestion des risques pour le déplacement des fonds.
- Les intermédiaires sont souvent actifs dans plusieurs pays et régions, ce qui leur permet de détecter des tendances communes et de faciliter l'échange et l'apprentissage entre les bénéficiaires.<sup>19</sup>

Les intermédiaires jouent un rôle toujours plus important dans le paysage des financements LGBTI internationaux. L'analyse de dix années de données du *Rapport sur les ressources mondiales* montre en effet une augmentation significative du total des financements au fil du temps par les fondations publiques et par les ONG intermédiaires, ces dernières présentant plus particulièrement une augmentation du nombre de subventions et une diminution du montant de celles-ci au cours des dix années, ce qui témoigne de leur rôle pour atteindre les plus petites OSC. Le *Rapport sur les ressources mondiales* montre également que les donateurs centrés sur les communautés LGBTI (qui comprennent les intermédiaires et diverses fondations privées) sont plus susceptibles de financer des bénéficiaires également axés sur les communautés LGBTI, et en particulier ceux axés sur les communautés LBQ, GBQ/HSH, transgenres et intersexes, par rapport aux donateurs au focus plus large.<sup>20</sup>

Inclure le volet géographique dans la première phase du PAI était une étape importante dans la priorisation, par Affaires mondiales Canada, des intermédiaires régionaux en tant que stratégie de financement des OSC nationales et locales. Étant donné que le volet géographique a été conçu pour tous les pays éligibles à l'APD et n'était pas destiné à être limité à des régions spécifiques, il s'est distingué comme un mécanisme de financement unique parmi les gouvernements donateurs.

### Compte tenu du passage à la deuxième phase et du glissement potentiel des priorités et capacités de financement d'autres gouvernements donateurs, le leadership canadien a l'opportunité de faire glisser le paysage mondial des financements LGBTI vers l'investissement à long terme dans le développement de mécanismes régionaux de financement LGBTI.

En s'appuyant sur les leçons tirées de la phase 1, Affaires mondiales Canada doit, en plus de garantir que les ressources sont disponibles dans les bureaux régionaux afin de soutenir le programme du volet géographique, donner la priorité à l'identification des intermédiaires de financement menés par les communautés LGBTI basés dans la région d'intérêt. De tels intermédiaires existent dans plusieurs régions et sont bien positionnés en vue d'un partenariat avec AMC afin de garantir que les fonds du gouvernement du Canada atteignent les OSC nationales et locales. Disposer d'une unité

centralisée supervisant une stratégie LGBTI formelle, qui peut fonctionner en partenariat avec les bureaux régionaux et avec la société civile canadienne et internationale, sera un moyen important d'identifier et de soutenir des partenariats entre AMC et les intermédiaires LGBTI régionaux.

Dans les régions où il n'existe actuellement pas d'intermédiaires LGBTI, le programme du volet géographique doit néanmoins prioriser le soutien aux intermédiaires basés dans la région qui disposent d'une grande expérience en matière de travail avec des OSC LGBTI nationales et locales. Bien que cela ne soit pas essentiel, disposer de personnel s'identifiant comme LGBTI, particulièrement dans les fonctions de leadership et dans le conseil d'administration de l'organisation, indique la capacité de l'intermédiaire à collaborer avec les communautés LGBTI.

En ce qui concerne les intermédiaires de financement régionaux non LGBTI, un critère important pour les partenariats avec AMC par le biais du programme du volet géographique doit être un engagement à travailler avec la société civile LGBTI dans la région d'intérêt, afin de développer l'infrastructure nécessaire pour les mécanismes LGBTI de financement régionaux à moyen et long termes. Au cours des cinq années de la phase 2 du PAI, AMC doit engager des ressources dans ces partenariats, afin de soutenir la recherche, la consultation et de réels processus de co-conception entre l'intermédiaire régional et la société civile LGBTI, en vue d'identifier puis de développer une infrastructure LGBTI de financement régionale qui servira au mieux les communautés LGBTI dans la région.

### **Investir dans le rôle de la société civile canadienne dans le soutien de l'avancement des droits humains LGBTI et le développement inclusif à travers le monde**

Le PAI a été créé après un engagement significatif auprès des organisations de la société civile LGBTI canadienne. Ces dix dernières années, un groupe clé d'OSC s'est engagé dans le mouvement mondial des droits LGBTI et a développé des programmes et des partenariats afin de bâtir une solidarité avec les mouvements mondiaux de défense des droits humains LGBTI. Des organisations canadiennes, reliées par le Réseau Dignité Canada, ont joué un rôle important et doivent continuer à être renforcées par le biais de mécanismes de financement en partenariat. Depuis 2020, le Fonds Agir Ensemble pour

l'Inclusion (AGIRI), administré par Equitas, a soutenu douze de ces partenariats et a contribué à développer la programmation ainsi que des partenariats pour des organisations telles qu'Égides et Rainbow Railroad, aujourd'hui également financées directement par AMC. Le Réseau Dignité Canada a également été soutenu par le biais du Fonds AGIRI afin de jouer un rôle précieux et fédérateur de courtier en connaissances dans l'écosystème.

Des partenariats ont été mis en place entre des organisations au Canada et dans le Sud Global, contribuant ainsi à des impacts tangibles pour les personnes LGBTI et les organisations impliquées dans ces programmes. En outre, ces partenariats ont permis d'établir des connexions et des réseaux entre les organisations, ce qui a renforcé la solidarité, le développement du mouvement et le partage d'apprentissages entre pays. Le Fonds AGIRI est en cours d'évaluation et des recommandations sont attendues sur l'avenir du programme. La phase 2 doit tenir compte du rôle du volet des partenariats canadiens en tant qu'élément clé de l'infrastructure du programme.

La société civile canadienne entretient un dialogue continu avec le gouvernement du Canada sur son engagement envers les communautés LGBTI mondiales. Des réunions virtuelles ont lieu régulièrement entre la société civile et Affaires mondiales Canada, sur divers sujets en lien avec les enjeux LGBTI dans le contexte du développement international et des affaires étrangères.

Récemment, en mai 2024, Réseau Dignité Canada a tenu sa plus grande session à ce jour de tables rondes internationales et a rassemblé plus de 220 représentant-es de la société civile, défenseur-es des droits humains à travers le monde, et représentant-es du gouvernement (Affaires mondiales Canada ; Femmes et Égalité des genres Canada ; Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada). Des sujets thématiques clés et l'apprentissage ont été abordés au sein de petits groupes, avant une journée entière consacrée à la discussion de ces enjeux avec le personnel du gouvernement du Canada. Des opportunités d'engagement direct auprès d'Affaires mondiales Canada ont été créées à travers des partenariats AGIRI menés par des membres de Réseau Dignité Canada.

Un des résultats thématiques forts a été l'objectif du Canada de continuer à progresser en tant que donateur principal dans le domaine des droits LGBTI, ce qui inclut un cadre au niveau

d'Affaires mondiales Canada pour l'engagement actuel dans l'aide publique au développement esquissé par le PAI. Réseau Dignité Canada continue d'appeler le gouvernement canadien à atteindre une cible annuelle globale de 20 millions CAD, incluant l'engagement de 10 millions CAD du PAI (voir plus loin).

Des appels continus ont été lancés afin que le plan d'action 2023-2025 du gouvernement fédéral du Canada s'engage à développer une section solide consacrée aux enjeux internationaux (dont la formulation est toujours en suspens), à savoir un plan global pour Affaires mondiales Canada sur les enjeux SOGIESC. Le renforcement de nombreux autres mécanismes du gouvernement du Canada a été abordé, y compris le rôle des ambassades canadiennes et la garantie que le financement du volet géographique se poursuive, en particulier pour la région d'Afrique Subsaharienne.

### **Conserver la capacité à fournir des subventions stratégiques mondiales qui font avancer les objectifs généraux du PAI**

Comme souligné ci-dessus, AMC a pu réagir aux enjeux mondiaux clés qui touchent le mouvement LGBTI, à travers des subventions octroyées au sein du volet des partenariats mondiaux au cours de la phase 1 du PAI. Lors du passage à la deuxième phase, le maintien de la capacité à octroyer de telles subventions pour le travail au niveau international demeurera important, compte tenu, en particulier, des glissements potentiels des priorités et des capacités de financement d'autres gouvernements donateurs. De telles subventions doivent être directement liées à l'avancement des objectifs généraux au sein d'une stratégie formelle (voir plus loin) et soutenir les investissements réalisés par AMC via les autres composantes du PAI.

## Étendre les financements LGBTI par le Canada à au moins 20 millions CAD par an

**Nous accueillons positivement le renouvellement par le Canada de son engagement d'investir au moins 10 millions CAD dans le PAI après 2024, annoncé dans le budget fédéral 2024, ainsi que l'engagement plus vaste de « jouer un rôle de premier plan dans la défense d'un avenir plus inclusif pour les personnes LGBTIQ+ au pays et dans le monde. »<sup>21</sup> En effet, le PAI n'est pas la seule voie par laquelle le gouvernement canadien peut soutenir les mouvements LGBTI mondiaux.**

L'importance de l'approche « à double voie » pour atteindre la justice de genre — combiner l'approche intégrée (mainstreaming) et les actions spécifiques — est désormais largement reconnue au sein de la communauté internationale. Elle est particulièrement incorporée dans l'Agenda 2030 et ne doit pas être interprétée de manière binaire et limitative comme des efforts se concentrant sur l'autonomisation des femmes et des filles. La pertinence de l'approche à double voie afin de répondre au mieux aux besoins des communautés LGBTI et de défendre les droits LGBTI est de plus en plus reconnue par des acteurs clés. Par exemple, la Politique de développement inclusif LGBTIQ+ adoptée par USAID en août 2023 afin de « guider et renforcer l'engagement de l'USAID à défendre un développement inclusif des enjeux LGBTIQ+ et les droits humains des personnes LGBTIQ+ » mentionne explicitement la combinaison d'efforts d'intégration et d'efforts ciblés pour atteindre ses objectifs.<sup>22</sup>

on se demande souvent s'il faut pour cela intégrer les personnes LGBTIQ+ dans la programmation générale de développement, ou bien développer des activités et des programmes distincts, spécifiquement axés sur la défense des droits des personnes LGBTIQ+, la prestation de services ou le développement organisationnel.

### **La réponse est que les approches intégrées et distinctes sont toutes deux nécessaires.**

Les personnes LGBTIQ+ partagent beaucoup des besoins de la population générale dans des domaines tels que l'emploi/les moyens de subsistance, la participation politique et l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à la justice, ainsi qu'au logement, à la terre et à la propriété. Cependant, la stigmatisation et la discrimination créent également des obstacles particuliers pour les personnes LGBTIQ+. USAID et ses partenaires doivent analyser attentivement ces obstacles tout en développant des programmes ciblés qui garantissent que les personnes LGBTIQ+ ont la possibilité d'apporter

le r une contribution précieuse à la société et d'être reconnues pour cette contribution. L'un des principaux objectifs de la nouvelle politique LGBTIQ+ est de poursuivre l'intégration des personnes LGBTIQ+ dans les politiques et les programmes de USAID.

*Politique de développement inclusif LGBTIQ+, USAID, août 2023 (traduction par GPP; emphase présente dans l'original)*

Le Canada peut témoigner d'un leadership mondial en matière d'enjeux LGBTI à travers un financement complet du programme d'aide internationale et l'intégration du financement d'organisations LGBTI par le biais de diverses autres priorités clés du gouvernement canadien.

*Accorder la priorité aux organisations LBQ, trans et intersexes en tant qu'intervenantes clés lors d'attaques anti-droits et « anti-genre ».*

Le programme « anti-genre », anti-droits et anti-démocratie utilise les corps et les vies des personnes LGBTIQ+, en particulier des personnes transgenres, pour alimenter une « panique morale » et mobiliser le soutien à une politique autoritaire intolérante, tout en

amplifiant et en diffusant la désinformation.<sup>23</sup> La recherche atteste que les personnes transgenres font face à une augmentation particulièrement marquée des réactions hostiles envers leurs droits. Le projet Trans Rights Indicator montre, par exemple, que plus de pays criminalisaient explicitement les personnes sur la base de leur identité ou expression de genre en 2021 qu'en 2000, et que dans certains pays qui ont fait avancer les droits LGBTI, les personnes transgenres jouissent encore de moins de droits que les personnes lesbiennes, gay ou bisexuelles.<sup>24</sup>

Les personnes intersexes sont également confrontées à diverses violations des droits humains, et l'ancrage de leurs droits dans les cadres légaux progresse lentement. La base de données de l'ILGA montre que seuls 11 États membres des Nations unies disposent d'une forme quelconque de restriction contre les interventions sur les mineurs intersexes, contre 182 qui n'en ont pas.<sup>25</sup> Les attaques « anti-genre » contre le droit d'une personne à prendre des décisions autonomes concernant son propre corps, à s'auto-identifier et à avoir accès à des soins de santé sans violence ni discrimination renforcent les

attentes existantes de la société à propos de l'apparence que doivent avoir les corps « masculins » et « féminins ».

Les femmes lesbiennes, bisexuelles et queers (LBQ) sont également confrontées à des défis spécifiques qui passent souvent inaperçus. Un rapport de Human Rights Watch consacré à ce sujet, en 2023, a mis en lumière les violations spécifiques des droits des femmes LBQ (consentement au mariage, fondation d'une famille, accès à la justice, au logement ou au travail, etc.) et le danger qu'il existe à considérer ces violations comme une simple sous-catégorie des violations des droits des femmes et/ou des personnes LGBTI.<sup>26</sup> À nouveau, la recherche indique qu'il est vital de comprendre comment l'application de normes de genre strictes par des forces conservatrices perturbe directement la vie des personnes considérées comme ne s'y conformant pas.

Comme indiqué précédemment, en 2021–2022, 4 % des financements du Canada étaient spécifiquement centrés sur les personnes transgenres (en tant que groupe ou, plus rarement, sur les femmes transgenres ou les hommes transgenres), 1 % sur les femmes LBQ et 0,1 % sur les personnes intersexes. Le Canada peut donc s'appuyer sur sa reconnaissance croissante du besoin d'adapter les financements aux besoins spécifiques des groupes de la population LGBTI et de ne pas traiter les communautés LGBTI comme des entités homogènes.

Ces communautés disposent en outre de ressources particulières sur lesquelles le Canada, ainsi que d'autres donateurs, peuvent s'appuyer pour s'assurer que leurs financements offrent une réponse à ces spécificités. Les activistes et mouvements LBQ, intersexes et transgenres détiennent une expertise forgée par le vécu, qui les place en bonne position pour trouver les meilleures solutions à leurs défis.

Bien que la PAIF n'aborde pas explicitement l'importance d'agir face aux attaques « anti-genre » et anti-droits de plus en plus nombreuses, cette réponse cadre avec ses domaines de priorités annoncés. Financer cette réponse est également cohérent avec les domaines DSSR prioritaires sous-financés reconnus dans l'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde, lancé par le Premier ministre Justin Trudeau<sup>27</sup> lors de la conférence Women Deliver en 2019: interruption de grossesse, ECS, planification des naissances, plaidoyer et VSG. Bien que l'Engagement n'établisse pas

de lien explicite entre ces enjeux et les droits LGBTI, une réponse cohérente et stratégique nécessite d'examiner les éléments clés de la justice de genre et sa relation avec d'autres priorités essentielles d'AMC, y compris la démocratie et les droits civiques et politiques, tous attaqués par les mouvements « anti-genre » et anti-droits.

Une étude récente du GPP fournit aux subventionnaires, y compris canadiens, des recommandations ciblées afin de renforcer la réponse institutionnelle aux mouvements « anti-genre » et anti-droits, de mieux en mieux organisés et financés. Ces recommandations incluent, notamment, la nécessité de gérer l'adversité des organisations aux risques, qui ralentit actuellement les efforts de nombreux acteurs et actrices progressistes sur le terrain. L'étude souligne également de manière critique le fait que, bien que les acteurs et actrices clés reconnaissent que le manque de financement est un obstacle important à la réponse au mouvement « anti-genre », les investissements restent insuffisants. Trois organisations œuvrant contre les droits LGBTI ont déclaré des revenus cumulés de plus de 1 milliard USD (1,37 milliard CAD) en 2021–2022, soit plus que ceux des 8 000 organisations bénéficiaires d'une subvention au sein du mouvement LGBTI au cours des mêmes années.<sup>28</sup>

### **Prendre en charge les besoins des personnes LGBTI en matière de DSSR**

Le Canada peut s'appuyer sur son engagement de longue date en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs (DSSR) afin de faire avancer l'inclusion des droits LGBTI dans ses politiques et sa pratique. Les engagements existants dans ce domaine n'incluent actuellement pas explicitement les communautés LGBTI. L'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde annoncé par le Premier ministre Justin Trudeau lors de la conférence 2019 de Women Deliver ne fait pas référence aux personnes LGBTI. Des documents de travail récents d'AMC, tels que son plan ministériel 2023-2024,<sup>29</sup> tendent uniquement à inclure « les femmes et les filles » dans les sections consacrées aux DSSR.

Cependant, la réalisation des droits sexuels et reproductifs est essentielle pour les personnes LGBTI. Le programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994 reconnaît le droit de toutes les personnes à avoir une vie sexuelle satisfaisante et sûre. Les personnes LGBTI doivent pouvoir accéder à des soins

qui reconnaissent leurs besoins spécifiques et qui comprennent que leurs communautés ne sont pas homogènes. Séparer les DSSR et les questions LGBTI est une pratique ancrée dans des présomptions hétéronormatives (par exemple, les femmes LBQ n'ont pas besoin de contraception, les personnes transgenres ne sont pas concernées par l'accès à l'interruption de grossesse, ou encore le seul enjeu de santé sexuelle qui touche directement les communautés LGBTI est la prévention du VIH) qui ignorent la réalité des personnes et communautés LGBTI. Les droits sexuels et reproductifs des personnes LGBTI restent généralement ignorés et niés : droit à l'accès à une éducation complète à la sexualité incluant les personnes LGBTI, droit aux soins d'affirmation de genre, droit à l'intégrité physique et droit à l'accès à son propre dossier médical, pour n'en citer que quelques-uns.

Comme les besoins des personnes LGBTI en matière de DSSR sont spécifiques, il ne suffit pas de présumer que mettre en œuvre un programme DSSR s'inscrivant dans un cadre général incluant les personnes LGBTI permettra de prendre correctement en charge ces besoins. Le travail de recherche récent de GPP souligne en outre que comprendre l'importance des liens entre les acteurs et actrices anti-LGBTI, d'une part, et anti-DSSR, d'autre part, est essentiel afin de réagir face à ces forces et de contrer leur influence de façon adéquate.

Le *Rapport sur les ressources mondiales 2021–2022* présente des opportunités d'amélioration des liens entre les DSSR et le financement LGBTI. Par exemple, 43 % des financements LGBTI internationaux du Canada au cours de cette période ont été consacrés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs des communautés LGBTI en Asie-Pacifique, en Afrique Subsaharienne, en Amérique Latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'à des subventions multirégionales.

### **C. Allouer des ressources aux besoins humanitaires des communautés LGBTI**

Lors de catastrophes naturelles ou causées par l'humain, les personnes et communautés LGBTI ont des besoins spécifiques. La discrimination et les violences existantes font qu'elles sont plus susceptibles de vivre dans des zones urbaines pauvres et concentrées ou d'avoir des difficultés à trouver un emploi.<sup>30</sup> Ces vulnérabilités sont exacerbées lors de catastrophes ou de conflits, ce qui complique l'accès aux mesures d'atténuation et d'adaptation. Lors de l'intervention après une catastrophe, les personnes LGBTI sont au mieux ignorées et au pire discriminées. De

nombreux cas de harcèlement et de violence dans les camps de réfugié-es et sur les routes migratoires ont été rapportés, ainsi que des cas d'exclusion des communautés LGBTI de l'accès aux médicaments et aux produits sanitaires, à la nourriture, aux abris et aux coupons d'achat, en raison de leur identité de genre et/ou de leur orientation sexuelle. Enfin, on recense des cas de propagation de récits religieux faisant des personnes LGBTI et de leurs « péchés » la cause des catastrophes naturelles.

Il est de plus en plus reconnu que le cadre actuel de l'action humanitaire ne prend pas correctement en charge les besoins spécifiques des personnes LGBTI. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, adopté par l'ONU en 2015, est la référence actuelle en la matière, mais ne mentionne pas une seule fois les personnes LGBTI. Le Cadre utilise le terme très large de « personnes en situation de vulnérabilité. »<sup>31</sup> Ce manque d'inclusivité, non seulement affaiblit l'objectif d'atténuation des risques pour toutes les personnes, mais il empêche également la mobilisation des ressources existantes au sein des communautés et réseaux LGBTI.

Selon le *Global Humanitarian Assistance Report 2023*<sup>32</sup>, le Canada était le huitième plus grand bailleur de fonds destinés à l'aide humanitaire en 2022, avec une contribution de plus de 1,1 milliard USD (23 % de plus qu'en 2021). Toutefois, le soutien du travail LGBTI lors de l'aide humanitaire ne constitue actuellement qu'une petite pièce du puzzle canadien de financement LGBTI dans le monde. Selon le *2021-2022 Rapport sur les ressources mondiales*, 0,14 % du total des financements canadiens durant la période était destiné à l'aide humanitaire. Les quelques subventions identifiées ont atteint l'Asie-Pacifique ; l'Europe de l'Est, l'Asie centrale et la Russie ; et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et étaient

axées en partie sur l'atténuation de l'impact de la pandémie de COVID-19.

#### **D. Accorder la priorité aux enjeux LGBTI locaux dans le Fonds canadien d'initiatives locales**

Selon le *Rapport sur les ressources mondiales 2021-2022*, 12 % des financements par le gouvernement canadien pendant la période, soit 2,8 millions USD (3,6 millions CAD) ou 71 subventions, ont été attribués par l'intermédiaire d'ambassades. Toutes ces subventions ont été allouées dans le cadre du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL). Ce fonds verse des financements à de petits projets dans 120 pays éligibles à l'APD. Les projets sont sélectionnés et financés par les ambassades du Canada.

À l'heure actuelle, le FCIL couvre explicitement les enjeux LGBTI, mais ceux-ci sont généralement mentionnés dans le cadre d'une référence à « la gouvernance inclusive, incluant la diversité et les personnes 2ELGBTQI+, la démocratie, les droits de la personne et l'Etat de droit », soit l'une des nombreuses priorités énumérées dans les appels à propositions.

Ces appels exigent des candidat-es qu'ils et elles fournissent une analyse basée sur le genre (conformément à la PAIF). Les lignes directrices relatives à ces analyses reprises dans les appels à propositions ne mentionnent pas la nécessité d'inclure des préoccupations pertinentes pour les communautés LGBTI au niveau local ni (lorsque cela est possible compte tenu de la sécurité des organisations) l'importance de consulter les organisations LGBTI locales en plus des organisations de défense des droits des femmes.

Alors que le Canada a augmenté son financement des enjeux LGBTI par le biais du FCIL au cours des dernières années, encourager plus explicitement les

candidat-es à se concentrer sur les enjeux et les communautés LGBTI augmentera probablement davantage la capacité du gouvernement canadien à toucher les organisations LGBTI locales et nationales et à soutenir leur travail.

#### **À LA LOUPE : SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU FCIL**

Les 71 subventions allouées au niveau des ambassades dans le cadre du FCIL reflètent les schémas identifiés pour les financements canadiens en général. Le FCIL finance principalement du plaidoyer (78 %) et des services directs (12 %), tandis que le principal enjeu ciblé était les droits humains (77 %). Ces subventions ont permis un travail très diversifié.

Il est à noter que 41 % du financement représenté par ces 71 subventions ont été acheminés par 3 subventions multirégionales (et en particulier par deux subventions importantes sans redistribution). Le montant moyen des subventions était de 39 665 USD (50 115 CAD), mais de 24 422 USD (30 856 CAD) si les deux grandes subventions multirégionales ne sont pas prises en considération.

11 % du financement par le FCIL étaient centrés sur les personnes transgenres, 1 % sur les personnes intersexes et 1 % sur les femmes LBQ. 5 % étaient centrés sur les sous-populations LGBTI de migrant-es, de réfugié-es et de demandeur-euses d'asile, et enfin 8 % sur les enfants et les jeunes.

### **Institutionnaliser les enjeux LGBTI au sein d'Affaires mondiales Canada**

## **Élaborer une stratégie LGBTI spécifique et une unité centrale afin de guider les investissements du Canada dans les enjeux LGBTI mondiaux**

Alors que le PAI du Canada a démontré de différentes manières sa position de leader parmi ses pairs au cours des cinq dernières années, il est à noter que d'autres gouvernements donateurs ont défini de manière plus explicite leur engagement à fournir des ressources au mouvement LGBTI à travers le monde, grâce à des stratégies LGBTI ou des documents de politique spécifiques. C'est le cas, par exemple, de la Politique de développement incluant les personnes LGBTQI+ de USAID (précitée), de la Stratégie d'inclusion des personnes LGBTI pour la politique étrangère et la coopération au développement de l'Allemagne<sup>33</sup> et de la future Stratégie d'engagement en faveur des droits humains LGBTI de l'Australie.<sup>34</sup>

L'expérience du GPP auprès des gouvernements donateurs concernant leur financement LGBTI dans le monde et l'élaboration de leur politique montre qu'une stratégie LGBTI spécifique, supervisée par une unité centralisée disposant de compétences et d'une expertise en matière d'enjeux LGBTI, garantit que le financement est géré de manière stratégique et cohérente, a un impact optimal et atteint efficacement les groupes trop peu desservis. S'appuyant sur le travail entrepris pour développer un cadre de résultats pour la première phase du PAI, une stratégie spécifique développée au début de la deuxième phase sera la garantie que des processus robustes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage sont intégrés dans le PAI. Une telle stratégie créera également un cadre pour le dialogue, la consultation avec la société civile et la redevabilité sur le terrain. De plus, l'élaboration d'une stratégie LGBTI spécifique n'offrira pas seulement une orientation pour la deuxième phase du PAI. À l'instar de la politique de USAID, elle montrera le leadership d'AMC en ce qui concerne les enjeux LGBTI mondiaux, en constituant son engagement à intégrer les enjeux LGBTI dans ses domaines de programmation du développement.

Réseau Dignité Canada plaide pour un vaste cadre ou plan pour les droits humains LGBTI dans le monde, dérivé du plan d'action fédéral 2ELGBTQI+ du Canada, lancé à l'automne 2022. Ce plan, bien qu'il mentionne la politique étrangère du Canada et son engagement en matière d'aide au développement en faveur des droits LGBTI dans le monde, ne fournissait pas

de plus amples détails. La deuxième phase du PAI offre une opportunité de fournir ces détails ainsi qu'un lien vers un cadre plus large de politique étrangère.

## **Renforcer l'inclusion LGBTI dans la politique d'aide internationale féministe (PAIF)**

Alors que le programme d'aide internationale était à l'origine conçu pour être aligné avec la PAIF, cette dernière ne possède pas pour l'instant de langage LGBTI et/ou SOGIESC spécifique. La reconnaissance la plus proche du rôle qu'une politique étrangère féministe pourrait — et devrait — jouer pour faire respecter les droits LGBTI est une mention vague selon laquelle le Canada continuera « de souligner l'importance de la diversité et de l'inclusion ainsi que du respect des droits fondamentaux pour tous ».<sup>35</sup> En ne remettant pas en question une interprétation binaire du genre, la PAIF a manqué une occasion d'identifier les relations de pouvoir et les défis spécifiques qui touchent les communautés LGBTI, mais aussi les ressources spécifiques qui prospèrent au sein de nos communautés. Bien que ce défi soit commun à divers documents de politique étrangère féministe existants, certains gouvernements donateurs ont plus récemment inclus une reconnaissance explicite de l'importance de l'interprétation non binaire du genre, notamment l'Allemagne dans sa politique de développement féministe de 2023.<sup>36</sup>

La PAIF contient toutefois des éléments sur lesquels le Canada peut s'appuyer afin de mieux inclure les personnes et les mouvements LGBTI à l'avenir, comme par exemple le soutien des organisations locales priorisé dans le domaine d'action principal, ou encore la santé et les droits sexuels et reproductifs priorisés dans le domaine de la dignité humaine. L'engagement formulé dans le plan ministériel 2023-2024 d'AMC<sup>37</sup> de « défendre les droits des personnes 2ELGBTQI+ à l'étranger » indique que la pratique de la PAIF a évolué pour intégrer de manière plus explicite les droits LGBTI.

Il est essentiel d'institutionnaliser autant que possible le soutien afin de protéger la politique étrangère féministe, et l'inclusion des droits LGBTI en son sein, sous les futurs gouvernements. La Suède, pays pionnier en matière de politique étrangère féministe, a vu son gouvernement nouvellement élu révoquer celle-ci en 2022<sup>38</sup>. Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer l'impact concret de cette mesure sur les engagements de financement, cela montre l'importance de pérenniser autant que possible

les engagements.

## CONCLUSION : OPPORTUNITÉ DE LEADERSHIP MONDIAL POUR LE CANADA DANS LES ENJEUX LGBTI

Le Canada s'est positionné comme une force majeure dans le paysage mondial du financement LGBTI. En tant que troisième plus grand gouvernement donateur et avec une augmentation de 32 % des financements entre 2019–2020 et 2021–2022, le Canada a prouvé son engagement à soutenir les mouvements LGBTI à travers le monde.

Ce soutien reste essentiel en 2024. Bien que des progrès incontestables aient été réalisés dans le soutien des personnes et communautés LGBTI afin d'obtenir, et de conserver, leurs droits, des différences subsistent dans la manière dont elles peuvent accéder aux financements et les besoins sont loin d'être satisfaits. Dans le contexte géopolitique actuel, le soutien du gouvernement, en particulier, est fragile et le soutien des droits LGBTI fera partie intégrante de la réponse aux défis posés aux sociétés inclusives par les forces « anti-genre », anti-droits et anti-démocratie.

Les recommandations présentées par Réseau Dignité Canada, Égides et le Global Philanthropy Project (GPP) dans le présent rapport visent à soutenir le Canada afin de renforcer son engagement en faveur, à la fois, d'une augmentation des financements LGBTI internationaux, et de financements plus inclusifs et adaptés à la réalité documentée des mouvements LGBTI.

Le renouvellement de l'engagement en faveur du financement du programme d'aide internationale 2ELGBTQI+ pour la deuxième phase est un premier pas essentiel et nous accueillons favorablement les signes qui pointent dans cette direction. Le PAI proprement dit, avec ses différents volets, offre diverses voies par lesquelles le financement canadien peut être renforcé et affiné : depuis l'investissement dans le développement de mécanismes régionaux de financement LGBTI jusqu'au renforcement du dialogue avec la société civile canadienne sur les investissements mondiaux, en passant par le soutien des efforts internationaux.

Toutefois, ce renouvellement de l'engagement ne peut pas être limité au seul PAI. Le soutien des mouvements LGBTI n'est pas un enjeu de niche et doit donc être abordé dans le cadre d'une stratégie vaste, en liant la protection et la promotion des droits LGBTI à des priorités générales de la coopération internationale du Canada, au niveau à la fois du siège et des ambassades.

Il existe des opportunités d'entreprendre ces changements au cours des prochains mois et de montrer l'engagement du Canada en faveur des droits LGBTI dans le monde. Les 11 et 12 novembre 2024, le Sommet du Financement LGBTI International rassemblera deux cents des principaux subventionnaires du monde entier, qui se sont engagés en faveur de l'égalité et du développement inclusif pour les communautés LGBTI. Le leadership des gouvernements donateurs, en particulier, sera essentiel afin de garantir que la réponse collective correspond effectivement au niveau d'urgence et garantit l'avancement des droits LGBTI. Ce sommet offrira une opportunité de choix au Canada de réaffirmer son rôle en tant que subventionnaire mondial progressiste. Nous sommes heureux de collaborer avec Affaires mondiales Canada au cours des prochains mois afin de contribuer à un nouvel engagement qui servira véritablement les communautés LGBTI du monde entier.

## ENDNOTES

- 1 Rapport sur les ressources mondiales 2021–2022: Aides gouvernementales et philanthropiques aux communautés lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes. Global Philanthropy Project, juin 2024. <https://globalresourcesreport.org/> (actuellement disponible seulement en anglais)
- 2 Voir pages 153-160
- 3 ILGA World Database <https://database.ilga.org/en> (au 4 juillet 2024)
- 4 Rapport sur les ressources mondiales 2021–2022, pages 22-24
- 5 Tous les chiffres relatifs aux financements mentionnés sans référence spécifique dans ce rapport sont tirés du Rapport sur les ressources mondiales 2021–2022.
- 6 <https://time.com/6550920/world-elections-2024/>
- 7 <https://www.devex.com/news/the-netherlands-is-cutting-billions-from-aid-what-happens-next-107691>
- 8 <https://www.devex.com/news/french-government-criticized-over-806m-cut-to-aid-107193>
- 9 [https://donortracker.org/policy\\_updates?policy=german-finance-ministry-plans-signal-further-reductions-to-bmz-2024](https://donortracker.org/policy_updates?policy=german-finance-ministry-plans-signal-further-reductions-to-bmz-2024)
- 10 Voir, par exemple, « They Know What we Don't - Meaningful Inclusion of LGBTIQ People in Humanitarian Action », Outright International, 2024 <https://outrightinternational.org/our-work/human-rights-research/they-know-what-we-dont-meaningful-inclusion-lgbtqi-people>
- 11 Les termes « Canada » et « gouvernement du Canada » sont utilisés de manière interchangeable dans ce rapport.
- 12 Les donateurs peuvent choisir de ne pas communiquer le pays auquel une subvention est octroyée, mais de renseigner uniquement une région ou une sous-région, dans le Sud Global et l'Est, ou décider de ne rien révéler de la localisation géographique. Ces localisations ont été exclues par souci de sûreté et de sécurité des bénéficiaires et du personnel subventionnaire local, en raison d'un environnement hostile.
- 13 Par « pays francophones », on renvoie ici à tous les financements destinés aux communautés LGBTI situées, enregistrées et opérant dans les pays francophones (facteurs utilisés pour déterminer l'éligibilité d'un pays : l'utilisation du français dans l'administration, le statut du français comme langue officielle ou co-officielle et l'importance du français dans la population générale). Nous reconnaissons que le fait de qualifier des pays de « francophones » fait simplement référence à une réalité de l'utilisation du français, tout en gardant à l'esprit que cette langue peut être un héritage colonial dans bon nombre de ces pays.
- 14 Le chiffre pour 2019–2020 est extrait du Rapport sur les ressources mondiales: Une perspective francophone, publié dans le cadre d'un partenariat entre le Global Philanthropy Project et Égides — Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités, en mai 2023. <https://globalphilanthropyproject.org/2023/05/16/francophone-perspective/>
- 15 Les organisations non LGBTI sont des organisations ayant un objet plus large, qui peut inclure un programme LGBTI, par opposition aux organisations qui se consacrent principalement aux populations ou aux enjeux LGBTI.
- 16 Il convient toutefois de noter que certaines subventions allouées à des organisations non-LGBTI incluent des financements octroyés à des fins de redistribution à une combinaison d'organisations LGBTI et non-LGBTI.
- 17 Ce glissement découle en partie d'un focus LGBTI explicite dans d'importantes subventions centrées sur les DSSR pour diverses populations clés.
- 18 Organisations qui se consacrent principalement aux populations ou aux enjeux LGBTI, qui mettent en œuvre des programmes incluant des financements octroyés à des fins de redistribution par des fondations ou des agences de développement à des organisations de la société civile ou à des groupes communautaires.
- 19 Diving Deeper: Under the surface of Intermediary funding data, Global Philanthropy Project, juin 2021. [https://globalphilanthropyproject.org/diving\\_intermediary](https://globalphilanthropyproject.org/diving_intermediary)
- 20 Rapport sur les ressources mondiales 2021–2022: Aides gouvernementales et philanthropiques aux communautés lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes. Global Philanthropy Project, juin 2024.
- 21 <https://www.budget.canada.ca/2024/report-rapport/budget-de-2024.pdf>
- 22 <https://www.usaid.gov/policy/lgbtqi>
- 23 Global Philanthropy Project et Elevate Children's Funders Group. 2021. « Manufacturing Moral Panic: Weaponizing Children to Undermine Gender Justice and Human Rights ». <https://globalphilanthropyproject.org/manufacturing-moral-panic>
- 24 <https://www.cambridge.org/core/journals/perspectives-on-politics/article/global-analysis-of-transgender-rights-intro-ucing-the-trans-rights-indicator-project-trip/3C143E501E0824C8F9F0C40925965F43>
- 25 <https://database.ilga.org/interventions-intersex-minors>
- 26 [https://www.hrw.org/sites/default/files/media\\_2023/02/global\\_lbq0223\\_web.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2023/02/global_lbq0223_web.pdf)
- 27 [https://www.international.gc.ca/world-monde/issues\\_development-enjeux\\_developpement/priorities-priorites/commitment-health-rights-engagement-sante-droits.aspx?lang=eng](https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/commitment-health-rights-engagement-sante-droits.aspx?lang=eng)
- 28 Ces trois organisations sont Alliance Defending Freedom, Focus on the Family et le Christian Broadcast Network (Rapport sur les ressources mondiales 2021–2022)
- 29 <https://www.international.gc.ca/transparencyp-transparence/departamental-plan-ministeriel/2023-2024.aspx?lang=eng>
- 30 Voir, par exemple, <https://earth.org/climate-inclusion/> et <https://www.deloitte.com/global/en/issues/work/content/lgbt-at-work.html>
- 31 <https://www.undrr.org/publication/send-ai-framework-disaster-risk-reduction-2015-2030>
- 32 <https://devinit.org/resources/global-humanitarian-assistance-report-2023/key-trends-humanitarian-need-funding-2022/>
- 33 <https://www.auswaertiges-amt.de/blob/2445310/7a532b519e092ed-6117535b78209162e/210226-inklusion-skonzept-pdf-data.pdf>
- 34 <https://www.dfat.gov.au/international-relations/themes/gender-equality/new-international-gender-equality-strategy>
- 35 [https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/iap2-eng.pdf?\\_ga=2.181773671.1904343650.1720426848-63570935.1708435060](https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/iap2-eng.pdf?_ga=2.181773671.1904343650.1720426848-63570935.1708435060)
- 36 <https://www.bmz.de/resource/blob/153806/bmz-strategy-feminist-development-policy.pdf>
- 37 <https://www.international.gc.ca/transparencyp-transparence/departamental-plan-ministeriel/2023-2024.aspx?lang=eng>
- 38 <https://www.hrw.org/news/2022/10/31/swedens-new-government-abandons-feminist-foreign-policy>
- 39 Selon la taxonomie du Rapport sur les ressources mondiales. Aucun financement canadien n'a été identifié en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord.





**GLOBAL  
PHILANTHROPY  
PROJECT**



**DIGNITY  
NETWORK  
CANADA**

**RÉSEAU  
DIGNITÉ  
CANADA**

